

Dictionnaire des mouvements sociaux

sous la direction de
Olivier Fillieule
Lilian Mathieu
Cécile Péchu



SciencesPo.
Les Presses

*Dictionnaire des
mouvements sociaux*



SciencesPo.
Les Presses

*Dictionnaire des
mouvements sociaux*

Sous la direction de

Olivier Fillieule

Lilian Mathieu

Cécile Péchu



SciencesPo.
Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Dictionnaire des mouvements sociaux / Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.) – Paris : Presses de Sciences Po, 2009.

ISBN 978-2-7246-1126-7

RAMEAU :

Mouvements sociaux : Dictionnaires

DEWEY : 303.5 :

Conflits sociaux (raciaux, de classes, religieux, industriels)

Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2009, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

ISBN - version PDF : 9782724682823

TABLE DES MATIÈRES

<i>Ont contribué à cet ouvrage</i>	9
<i>Avant-propos</i>	13
A	
<i>Abeyance structure</i>	17
Agenda	24
Analyse de réseaux	31
Analyse des cadres	38
Analyse événementielle	47
Analyse formelle	54
Analyse marxiste	62
Art et contestation	67
B	
Barricade	74
Boycott	80
C	
Carrière militante	85
<i>Cause lawyering</i>	94
Choc moral	101
Choix rationnel	108
Commémoration	116
Comportement collectif	123
Conséquences biographiques de l'engagement	131
Consommation engagée	139

Construction des problèmes publics	146
Contre-mouvement	154
Courant pragmatique	161
Croisades morales	167
Cycle de mobilisation	173
D	
Désengagement	180
E	
Effets de génération	188
Émotions	197
Engagement distancié	206
Enquêtes par questionnaire	212
Espace géographique et mouvements sociaux	220
<i>Exit, voice, loyalty</i>	228
Expertise	235
F	
Frustrations relatives	242
G	
Genre et militantisme	248
Grève	256
Grève de la faim	263
Grèves de loyers	271
Groupes d'intérêt(s)	279
H	
Histoire	286
I	
Identité collective	292

Insurrections, émeutes	300
Intellectuel spécifique	307
Intervention sociologique	313
L	
Leaders	319
Luttes pour la reconnaissance	326
M	
Maintien de l'ordre	334
Manifestation	341
Média	349
Militants par conscience	357
Mobilisation des ressources	364
N	
Nouveaux mouvements sociaux	371
O	
Observation ethnographique	379
Occupations de locaux	386
Organisations et ressources	394
Opinion publique	402
P	
Paniques morales	409
Pétition	414
Politique contestataire	422
Politiques publiques	429
Pommes de terre	437
Privation relative	441
Psychanalyse	448

R

Répertoire d'action	454
Répression	462
Réussite et échec des mouvements sociaux	469
Révolutions, crises, transitions	475

S

Scandale	484
Secteur	489
Sit-in	496
Sociabilité(s)	502
Socialisation politique	510
Spontanéisme	517
Squat	524
Structure des opportunités politiques	530
Syndicalisme	540

T

Tradition(s)	548
Transnationalisation/internationalisation	554

V

Violences contre soi	564
<i>Bibliographie</i>	571
<i>Index auteurs/articles</i>	641
<i>Index thématique</i>	643

Ont contribué à cet ouvrage

- Éric Agrikoliansky est maître de conférences en science politique, Université Paris-Dauphine.
- Justyne Balasinski est membre de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP), Université Paris-Ouest-Nanterre-La-Défense.
- Philip Balsiger est assistant d'enseignement à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).
- Lucie Bargel est docteur en science politique, membre associée au Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS), Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne.
- Mounia Bennani-Chraïbi est professeur associé à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).
- Sophie Béroud est maître de conférences, laboratoire Triangle, Université Lumière-Lyon-2.
- Philippe Blanchard est assistant d'enseignement à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).
- Nicolas Bourguinat est maître de conférences en histoire contemporaine, Université de Strasbourg.
- Christophe Broqua est docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) en anthropologie, Paris.
- Daniel Cefaï est maître de conférences à l'Université Paris-Ouest-Nanterre-La-Défense et chercheur à l'Institut Marcel-Mauss, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris.
- Didier Chabanet est chercheur associé, laboratoire Triangle, École normale supérieure-lettres et sciences humaines, Lyon.
- François Chazel est professeur émérite, Université Paris-Sorbonne-Paris-IV.
- Manlio Cinalli est chargé de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

- Hélène Combes est chargée de recherche au Centre national de recherche scientifique (CNRS), membre du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS), Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne.
- Jean-Gabriel Contamin est professeur de science politique au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps), Université Lille-2.
- Philippe Corcuff est maître de conférences de science politique à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon, membre du Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis), Université Paris-Descartes.
- Michel Dobry est professeur de science politique, Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne et membre du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS).
- Éric Doidy est chargé de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).
- Xavier Dunezat est enseignant en sciences économiques et sociales, membre du laboratoire Genre, travail, mobilités, Université-Vincennes-Saint-Denis et Université Paris-Ouest-Nanterre-La-Défense.
- Pierre Favre est professeur émérite des Universités.
- Olivier Fillieule est professeur de sociologie politique, directeur de l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne, membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul) et directeur de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS), Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne.
- Baptiste Giraud est doctorant, Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS).
- Marco Giugni est maître d'enseignement et de recherche, département de science politique, Université de Genève.
- Fabien Granjon est sociologue au sein du laboratoire Sociology and Economics of Networks and Services (Sense) de France Télécom Recherche et Développement et chercheur associé au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (Cemti), Université-Vincennes-Saint-Denis.
- Olivier Grojean est postdoctorant, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris.
- Charlotte Halpern est chargée de recherche, Fondation nationale des sciences politiques (FNPS)-Pacte/Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble.

- Emmanuel Henry, maître de conférences, Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg.
- Choukri Hmed est maître de conférences en science politique, Université Paris-Dauphine.
- Liora Israël est maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris, Centre Maurice-Halbwachs (EHESS/CNRS/ENS).
- Florence Johsua est doctorante en science politique au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et ATER à l'Université de Tours.
- Philippe Juhem est maître de conférences en science politique à l'Université Robert-Schuman, Strasbourg.
- Razmig Keucheyan est maître de conférences en sociologie à l'Université Paris-Sorbonne-Paris-IV.
- Stéphane Latté est maître de conférences à l'Université de Haute-Alsace.
- Alexandre Lambelet est assistant d'enseignement à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).
- Gianluca Manzo est chargé de recherche au Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique (Gemas) et chargé de cours à l'Université Paris-Sorbonne-Paris-IV.
- Karl Marx est décédé mais toujours d'actualité.
- Lilian Mathieu est chargé de recherche CNRS au Groupe de recherche sur la socialisation (GRS), École normale supérieure-lettres et sciences humaines, Université Lumière-Lyon-2.
- Nonna Mayer est directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).
- Daniel Mouchard est professeur de science politique à l'Université Sorbonne-Nouvelle-Paris-3.
- René Mouriaux est docteur d'État en science politique, directeur de recherche honoraire de la Fondation nationale de Sciences Po (FNSP).
- Michel Offerlé est professeur de science politique, École normale supérieure (ENS), membre de l'équipe Enquêtes, terrains, théories (ETT) du Centre Maurice-Halbwachs (EHESS/CNRS/ENS).

- Cécile Péchu est maître d'enseignement et de recherche en science politique à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).
- Étienne Penissat est doctorant en science politique, Centre Maurice-Halbwachs (EHESS/ENS/CNRS), Paris.
- Emmanuel Pierru est chargé de recherche CNRS, Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps)-Université Lille-2.
- Bernard Pudal est professeur de science politique, Université Paris-Ouest-Nanterre-La-Défense.
- Gildas Renou est doctorant en science politique, Université Rennes-1, chercheur du Centre de recherche sur l'action politique en Europe (Crape) de Rennes et membre associé du Groupe de sociologie politique européenne (GSPE) de Strasbourg et du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).
- Violaine Roussel est maître de conférences en science politique, Université Vincennes-Saint-Denis.
- Johanna Siméant est professeur de science politique, Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, membre de l'Institut universitaire de France et chercheur au Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS).
- Isabelle Sommier est professeur de sociologie, Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne et directrice du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS).
- Danielle Tartakowsky est professeur d'histoire contemporaine, Université Vincennes-Saint-Denis.
- Christophe Traïni est maître de conférences, Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence.
- Frédéric Vairel est professeur adjoint, École d'études politiques, Ottawa, Canada.
- Michael Voegtli est assistant d'enseignement à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne et membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (Crapul).
- Olivier Voirol est maître assistant en sociologie à l'Institut de sociologie des communications de masse (ISCM), Université de Lausanne.

POURQUOI UN DICTIONNAIRE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ?

La sociologie des mouvements sociaux constitue aujourd'hui un sous-champ bien distinct des sciences sociales, à l'intersection des sciences politiques, de la sociologie, et de l'histoire moderne et contemporaine, avec ses grandes études classiques, ses manuels et ses recueils de textes, ses revues, ses sections spécialisées au sein des associations professionnelles de science politique et de sociologie. La constitution de ce secteur de recherche en France est relativement récente, datant d'une petite vingtaine d'années, alors qu'elle remonte aux États-Unis au début des années 1970. Le développement des études sur les mouvements sociaux en langue française n'en a pas moins été extrêmement rapide et fructueux, s'intéressant à des objets et sollicitant les perspectives théoriques des plus diverses. Il ne doit pas cependant occulter l'existence de travaux plus anciens (ceux menés dans le cadre de l'école d'Alain Touraine, notamment), ni l'intérêt préexistant de certains autres secteurs des sciences sociales (on pense spécialement à la sociologie du travail) pour les phénomènes de mobilisation collective.

Pourtant, à ce jour, et aussi bien dans le monde anglo-saxon que francophone, manquait encore un ouvrage synthétique et pratique, à destination des étudiants, des enseignants et des professionnels, qui répertorie l'ensemble des concepts et des notions, en explique l'origine et le développement, en précise les usages et expose les débats qu'ils suscitent.

UN DICTIONNAIRE ŒCUMÉNIQUE ET PRATIQUE

La particularité de ce dictionnaire, au-delà des inscriptions théoriques et appétences empiriques de ses trois coordinateurs, est triple.

D'une part, il fait appel à une très large palette de spécialistes des mouvements sociaux travaillant pour l'essentiel en France et en tout cas francophones. L'un des buts de cet ouvrage est en effet d'offrir aux lecteurs le moyen d'apprécier la diversité et l'originalité de la sociologie française des mouvements sociaux, laquelle est bien sûr fortement arrimée à la littérature anglo-saxonne, mais s'en distingue aussi à la fois par des apports théoriques, méthodologiques et des choix de terrain originaux. Dans cette perspective, l'on citera pêle-mêle le recours aux instruments de la sociologie critique pour faire sauter un certain nombre de verrous positivistes des approches dominantes ; le renouveau de la sociologie du militantisme et de l'engagement individuel ; l'apport important de la socio-histoire ; le décloisonnement des terrains canoniques au moyen d'un développement des recherches sur d'autres univers que les univers occidentaux ; le foisonnement des études sur les mouvements dits de « sans » comme les sans-papiers, mais aussi plus récemment, le renouveau de l'intérêt pour les conflits du travail et l'action syndicale.

D'autre part, les auteurs sollicités sont aussi bien des professionnels confirmés, spécialistes internationalement reconnus dans le domaine, que des jeunes chercheurs dont les travaux, souvent tirés de thèses encore en cours ou récemment achevées, s'inscrivent dans les débats les plus contemporains.

Enfin, le choix des auteurs s'est fait en dehors de tout esprit de chapelle et d'école. Un œcuménisme, donc, qui doit permettre aux professionnels comme aux profanes, aux enseignants comme aux

étudiants, d'y trouver non un point de vue orienté mais un état des lieux ouvert et, espérons-le, le plus complet.

Le dictionnaire se présente sous la forme d'environ soixante-quinze entrées classées par ordre alphabétique. Les notices traitent à la fois des concepts les plus canoniques et des notions plus récemment développées, et rendent compte de la diversité des courants et des paradigmes qui se sont succédé ou qui coexistent aujourd'hui.

Chaque entrée vise un objectif pédagogique, en proposant une présentation générale et historique de la matière traitée, ainsi qu'une analyse synthétique de ses usages et de ses enjeux. Cette démarche s'inscrit dans une perspective internationale, en s'appuyant sur des exemples aussi divers que possible.

Des renvois vers d'autres articles du dictionnaire permettent au lecteur de se reporter facilement aux notions connexes et d'approfondir ainsi sa connaissance d'une question, d'un débat, d'un paradigme. Une *brève bibliographie* regroupe à la suite de chaque notice les références jugées les plus fondamentales, d'autres sources citées se situant dans la *bibliographie générale* en fin d'ouvrage, laquelle permet d'élargir le cercle des lectures et constitue à elle seule un outil de référence fort utile.

Ce dictionnaire est le résultat d'une vaste et longue entreprise, première dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux. Les trois coordonnateurs remercient chaleureusement pour leur participation l'ensemble des auteurs ainsi que les Presses de Sciences Po, pour leur confiance et leur engagement au service de l'édition scientifique.

➤ **ABEYANCE STRUCTURE**

C'est dans un article de 1989 que Verta Taylor, sociologue américaine, utilise la notion d'*abeyance structure* pour analyser les phénomènes de continuité des mouvements sociaux. Le terme « abeyance » décrit un processus de maintien ou de mise en veille par lequel les mouvements parviennent à durer dans des environnements politiques devenus non réceptifs, jouant ainsi un rôle de passeur entre deux étapes d'une mobilisation. Sa recherche porte sur le mouvement féministe aux États-Unis. Elle met au jour les nombreux liens rattachant le mouvement des femmes des années 1960 à celui, bien plus ancien, pour l'obtention du droit de vote des années 1900 à 1920, liens largement ignorés de la plupart des études portant sur la contestation féministe qui semble émerger dans les années 1960. Verta Taylor critique la tendance des spécialistes des mouvements sociaux des années 1960 à défendre une « conception immaculée » de leurs origines. Elle invite au contraire à appréhender l'engagement dans un *continuum* de pratiques – changeantes, adaptées au nouveau contexte auquel elles doivent faire face, pour saisir les processus par lesquels les mouvements peuvent se maintenir dans le temps et éventuellement ressurgir au bénéfice d'un contexte d'opportunités politiques plus favorable.

Le terme « abeyance » n'a pas de traduction littérale en français. On en trouve donc plusieurs selon les auteurs : « structure de mise en

veille », « structure dormante » (Fillieule, 2005), ou « structure de rémanence » (Klandermans et Mayer, 2001), insistant alors davantage sur la fonction de reproduction que cette notion permet de décrire. Le terme « abeyance » est repris des travaux de Ephraïm Mizruchi (1983) qui désigne par là les processus d'encadrement des groupes marginaux et dissidents, institutionnels ou non, ayant pour but la conservation de l'ordre social. Taylor en propose une relecture adaptée au domaine de la sociologie des mouvements sociaux, en renversant le prisme d'analyse pour s'intéresser au contraire aux phénomènes de conservation de la protestation, facteurs de changement social.

LA MISE EN VEILLE DES ORGANISATIONS

Chez Taylor, ce processus de mise en veille dépend de facteurs externes au groupement. Il caractérise en effet les mouvements de masse qui réussissent à construire une base et à jouir d'une certaine influence, mais se retrouvent confrontés à un environnement politique et social hostile. Face au changement de la structure des opportunités politiques, le mouvement, et ses militants les plus actifs en particulier, perdent une grande partie de leurs soutiens et se trouvent de plus en plus marginalisés, à la fois politiquement et socialement. Le processus de mise en veille dépend alors des possibilités de reconversion de leurs ressources militantes dans des activités routinisées : si elles sont insuffisantes, des structures alternatives peuvent émerger pour fournir un refuge à ces activistes anciennement mobilisés. En jouant un rôle d'encadrement des militants pendant cette période de recul, ces structures évitent à la fois les stratégies d'escalade de la confrontation, aussi bien que la dispersion des activistes et donc, la potentielle disparition du mouvement. Elles assurent une fonction de rémanence en

préservant le réseau militant, un répertoire de buts et de tactiques et une identité collective, dans l'attente de conditions externes qui permettent de revenir à une mobilisation de masse.

Le maintien du mouvement en état de veille dépend selon Taylor de cinq facteurs organisationnels : *la temporalité* (un petit groupe qui demeure fidèle dans la durée à l'organisation vaut mieux qu'un fort *turn over* qui la déstabiliserait) ; *la force de l'attachement à la cause* (pendant la période du reflux, les gratifications se réduisent, les chances de succès s'amenuisent ; l'attachement des membres aux croyances, buts et tactiques du groupe joue comme obstacle à la reconversion dans d'autres sphères ou organisations) ; *l'exclusivité* (avec la crise, le groupe perd sa base et se réduit à une petite élite d'avant-garde, groupement homogène d'activistes, suffisant pour faire vivre la structure) ; *la centralisation* (en produisant de la stabilité organisationnelle, de la coordination et une expertise technique, elle facilite le maintien d'un niveau minimum d'activité, même dans les périodes les plus difficiles) ; *la culture* (l'organisation doit être capable d'élaborer des cadres culturels alternatifs aptes à donner du sens à ceux qui rejettent l'ordre établi et demeurent dans le groupe malgré sa forte marginalisation).

L'EXEMPLE DE LA LCR

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) fournit un bon exemple du rôle de ces structures de rémanence (Johsua, 2007). Fondée en 1966 (à l'époque la Jeunesse communiste révolutionnaire), cette organisation d'extrême gauche connaît un développement spectaculaire au cours des événements de mai 1968. Elle est portée par la vague contestataire des années 1970, mais la décennie 1980 ouvre une période de reflux, pour elle comme pour la plupart des partis « révolutionnaires ». C'est une période d'involutions profondes pour

ces groupes, de remise en cause des référents, ainsi que du projet révolutionnaire lui-même et les militants se retrouvent de plus en plus marginalisés. La LCR perd une grande partie de sa base militante et de ses sympathisants. L'organisation se réduit alors à un petit groupe de fidèles, soudés par des expériences de luttes communes. La centralisation de l'activité partisane (centralisme démocratique) a pu favoriser la stabilité organisationnelle, ainsi que certains facteurs techniques comme l'existence de locaux, d'une imprimerie, qui lui ont permis de maintenir un niveau minimum d'activité, même au plus fort de la crise. La force de l'attachement au projet révolutionnaire, à certains référents identitaires (communisme, trotskisme), les liens d'amitié qui se sont tissés entre les membres, constituent alors autant de freins au désengagement. Le rejet du capitalisme et la défense d'un projet socialiste de transformation sociale sont des éléments du cadre culturel alternatif que propose la LCR. Il offre une grille de lecture du monde et du sens à ceux qui rejettent l'ordre établi et qui restent dans le parti malgré sa marginalisation. La LCR s'est ainsi maintenue en état de veille dans l'attente d'un contexte plus favorable, qu'elle retrouve en 1995 avec le mouvement de novembre-décembre, et plus encore depuis l'élection présidentielle de 2002.

Mais on peut donner une autre interprétation de la notion d'*abeyance structure* en jouant sur une ambiguïté de la définition de Taylor. La structure en rémanence est-elle l'organisation militante elle-même, mise en veille, ou bien d'autres cadres de mobilisation qui jouent un rôle de mise en veille ? En suivant cette seconde interprétation, on peut avancer l'idée selon laquelle les syndicats et associations dans lesquels se sont investis les militants de la LCR ont constitué des structures assurant la continuité de l'organisation durant la période du reflux. Ces cadres alternatifs de mobilisation ont eux aussi joué un rôle de « rémanence », en assurant le maintien de certaines idées, d'une identité collective, ainsi que la survie de groupes d'activistes

riches en ressources (insertion dans de nombreux réseaux, maîtrise de diverses formes d'action) et disponibles pour de nouvelles mobilisations. Pour pouvoir continuer à militer pendant cette période de crise, les militants de la LCR ont développé des stratégies de réinvestissement dans des syndicats et des associations qui leur semblent alors plus utiles que le parti politique. Ces structures, comme SUD, DAL ou AC !, porteuses d'une critique de la société « libérale » et d'un projet de transformation sociale, ont joué un rôle de passeurs. Pour la LCR, la combinaison de cette pratique militante avec le maintien de la structure partisane, même dans les périodes les plus difficiles, permet d'expliquer à la fois sa pérennité et le rôle joué par ses militants dans le développement de certains mouvements de contestation sociale qui émergent dans la décennie 1990 (le mouvement altermondialiste, par exemple).

RIEN NE SE PERD, RIEN NE SE CRÉE...

Le cadre analytique proposé par Taylor éclaire les processus de continuité et de transformation des organisations militantes. Il invite à s'intéresser aux ponts organisationnels et idéologiques qui relient différentes étapes d'une mobilisation. Cette question de la persistance de thèmes idéologiques dans le temps a été développée par Patrick Mooney et Scott Hunt (1996). En s'intéressant à l'activité de cadrage des mouvements, ces auteurs examinent les continuités, les transformations et les entrelacements de certaines thématiques dans la mobilisation agricole aux États-Unis. Ils identifient un « répertoire d'interprétations » composé de trois cadres dominants (*master frames*), réinvestis (et réinterprétés) lors des différentes étapes de la mobilisation agricole et favorisant sa reproduction. Quelle que soit la dimension privilégiée, la réflexion sur les processus de rémanence conduit à ne pas se focaliser sur